

L'ACDI en Chine

L'Agence canadienne de développement international (ACDI) a entrepris son programme en Chine à la fin de 1981. Les dépenses, qui s'élevaient à 2 millions de dollars en 1981, ont augmenté régulièrement pour atteindre 16 millions de dollars en 1984. On prévoit dépenser 20 millions de dollars cette année et de 30 à 35 millions de dollars en 1986.

Les efforts de l'ACDI en Chine sont axés principalement sur des programmes éducatifs et de soutien technique dans les domaines de l'agriculture, de la foresterie et de l'énergie. L'Agence met aussi en œuvre divers projets généraux d'éducation qui contribuent à la formation des cadres.

Parmi les projets actuels, citons :

- Un accord de cinq ans avec le ministère des Ressources naturelles de l'Ontario pour fournir des ressources techniques dans la lutte contre les incendies de forêt.
- Un programme de quatre ans pour 50 étudiants chinois de l'Université de la réforme agraire du 1^{er} août et du Centre de formation des cadres Liu He, situés tous les deux à Heilongjiang, pour l'étude de l'agriculture et de la gestion des fermes. (Ce projet fait intervenir le Collège Olds de l'Alberta, l'Université de l'Alberta et l'Université de Guelph en Ontario.)
- L'exécution du programme au Centre sino-canadien de formation de cadres d'entreprises, situé à Chengdu, dans la province du Sichuan, qui fait appel à des Canadiens pour aider à enseigner les techniques de gestion dans le cadre d'affectations à court terme.
- Un Programme sino-canadien d'orientation linguistique et culturelle, dont le but est d'aider les Chinois qui viennent au Canada à participer au programme de l'ACDI et d'aider les Canadiens qui vont en Chine pour la même raison.

Le programme de l'ACDI en Chine comporte aussi des projets spéciaux dont beaucoup sont parrainés par la Direction de la coopération industrielle (DCI). Plusieurs missions ont été financées, dont la toute récente mission de fabricants d'équipement de champs pétrolifères d'Alberta qui ont visité les principaux centres d'exploitation pétrolière du Nord de la Chine. La vente de stations terrestres de relais par satellites par Spar Aerospace a été appuyée par des fonds de l'ACDI qui devaient permettre de former des techniciens chinois.

Les programmes de la DCI visent principalement les petites et moyennes entreprises, et leur but principal est de développer les possibilités de coopération technique avec des entreprises de pays en développement.

Contribution à la Force de maintien de la paix

Un accord de participation du Canada à la Force multinationale et d'observateurs (FMO) a été signé le 28 juin par M. Joe Clark, secrétaire d'État aux Affaires extérieures, et par M. Peter Constable, directeur général de la Force de maintien de la paix basée dans le Sinai.

Aux termes de l'accord, le Canada participera à la FMO durant une période de deux ans et fournira un contingent d'au plus 140 membres ainsi que neuf hélicoptères CH 135. Le contingent canadien, qui entreprendra sa mission le 31 mars 1986, remplacera l'unité hélicoptée australienne qui se retirera de la FMO en avril.

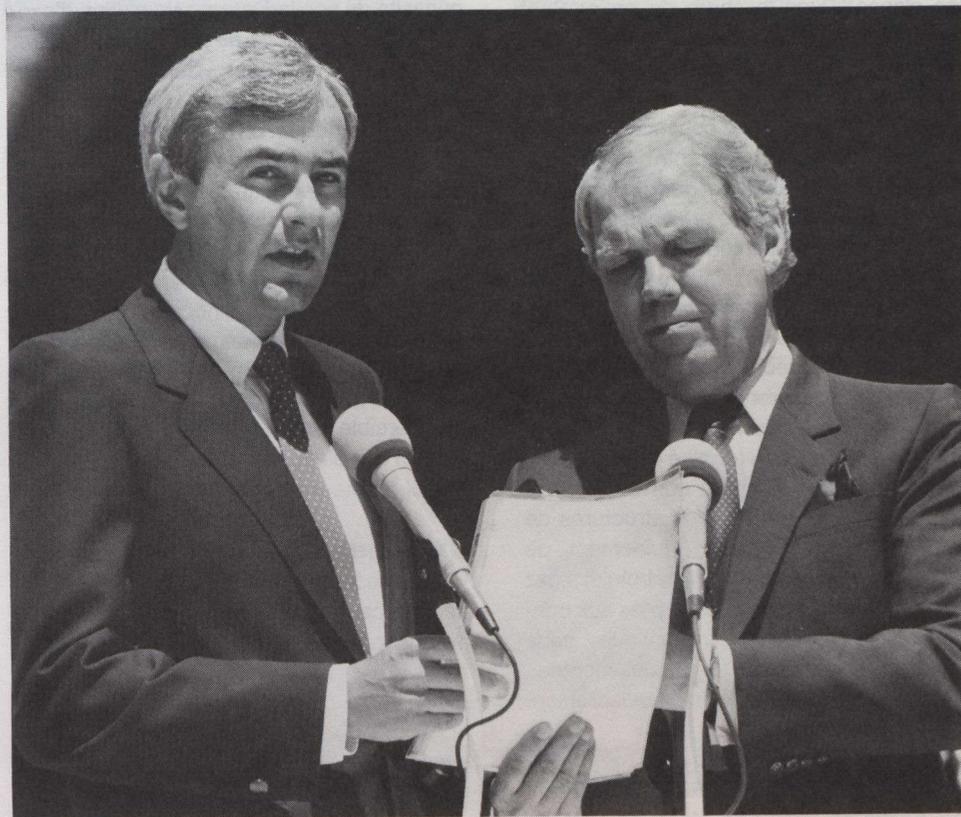
La FMO a été mise sur pied en 1981 pour surveiller les dispositions de sécurité du Traité de paix conclu entre l'Égypte et

Israël. Les autres pays participants sont la Grande-Bretagne, la Colombie, Fidji, la France, l'Italie, les Pays-Bas, la Nouvelle-Zélande, l'Uruguay et les États-Unis.

Prise à l'invitation de l'Égypte et d'Israël, la décision du Canada de se joindre à la Force était fondée sur un « ferme engagement d'aider à la recherche de la paix et de la stabilité au Moyen-Orient », a dit M. Clark. Le Traité de paix conclu entre les deux pays « témoigne du fait que la paix peut s'établir dans la région lorsque la volonté de la réaliser existe de part et d'autre », a-t-il ajouté.

Le gouvernement canadien espère « que l'on trouvera finalement les moyens de susciter, entre les autres parties, des négociations qui conduiront à une paix globale dans la région ».

Investiture du nouveau gouvernement ontarien



Devant une foule enthousiaste de milliers de personnes, le premier ministre David Peterson (à gauche) a présenté le 26 juin, à Toronto, le premier Conseil exécutif libéral à siéger à Queen's Park (Assemblée législative de l'Ontario) après 42 années ininterrompues de règne conservateur. L'aspect solennel de la cérémonie où chacun des 23 ministres, dont M. Peterson lui-même, prêtait serment d'offices, offrait un contraste avec l'atmosphère de fête qui a marqué l'ensemble des activités organisées à cette occasion, en plein air, au pied de l'Assemblée législative. Notons que pour la première fois, le cabinet ontarien compte un ministre noir, M. Alvin Curling, ministre du Logement. Autre nouveauté, l'usage du français : d'abord dans le discours de M. Peterson, dans son assermentation bilingue au poste de premier ministre et dans celles de MM. Fontaine et Grandmaître.